

Politique | Gestion de Poitou-Charentes et élection présidentielle: mélange explosif en plénière



Après le refus d'Alain Rousset de donner suite à la demande des élus LR et CPNT d'engager des procédures judiciaires à l'encontre de l'exécutif de Poitou-Charentes, il n'est pas étonnant que le sujet ait été abordé ce lundi matin par les élus déboutés, ces derniers ayant décidé, en conséquence, de saisir le Tribunal administratif vendredi pour obtenir l'autorisation d'ester en justice par eux-mêmes, au nom de la région. Rien d'étonnant non plus qu'à ce sujet, les échanges aient pu être vifs à l'intérieur de l'hémicycle. Mais, plus que cela, c'est sur un « incident de séance » que se sont ouverts les deux jours de débats. Après une interruption de vingt minutes, les échanges ont ensuite repris dans le calme plus habituel de l'enceinte régionale, afin d'évoquer notamment, l'aménagement du territoire, l'agriculture, les transports ou encore la jeunesse. Des « dossiers structurants pour la Nouvelle-Aquitaine », son Président, et dont les débats se poursuivent ce 11 avril.

Sur fond d'une campagne présidentielle marquée par les « affaires », le sujet de la gestion de l'ex-région est devenu explosif ce lundi matin. Après avoir déploré la décision d'Alain Rousset de ne pas saisir le Procureur de la République concernant les irrégularités sur les comptes de l'ex région Poitou-Charentes (considérant pour sa part « être allé au bout de ce qu'il pouvait faire sur ce dossier »), les élus Les Républicains, UDI et Front national ont choisi de quitter l'assemblée régionale lors de l'intervention du Président de Groupe PS Stéphane Delpeyrat sur ce sujet. Ce dernier, après avoir dénoncé dans les prises de position de l'opposition, une stratégie de « politique politicienne » à 15 jours de l'élection présidentielle, a renvoyé ces élus aux aléas judiciaires qui entourent François Fillon et Marine Le Pen. Deux noms qui avant la sortie des élus de l'opposition (sauf Modem) ont provoqué les huées et sifflements des uns, et les applaudissements des autres... ambiance. Aux conseillers régionaux mécontents Alain Rousset, n'a pas vraiment compati, lançant à l'attention des sortants : « A partir du moment où vous ouvrez la boîte à gifles, il faut savoir l'assumer ! »

"Aux personnes qui ont porté contre moi des accusations..."

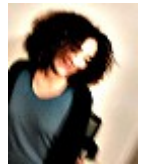
Une première partie de plénière par conséquent agitée autour de ce dossier picto-charentais, qui pour la première

fois depuis le début de l'affaire, a aussi provoqué une prise de parole de Jean-François Macaire, directement et nommément mis en cause par l'opposition. Une opposition qui, à l'exception du Modem, n'a donc pas pu l'entendre lui répondre. Ce à quoi pourtant, elle aspirait de longue date, lors des plénières précédentes. « Aux personnes qui ont porté contre moi des accusations, il n'y a eu en Poitou-Charentes, aucune malversation, aucune prise d'intérêt personnel. Il y a eu des dysfonctionnements administratifs. La Chambre régionale des comptes a fourni un rapport très approfondi pendant un an. Si les magistrats avaient trouvé des raisons de transmettre le dossier au Procureur, ils l'auraient fait. Or en ce qui me concerne ce n'est pas le cas. On n'a volé personne, personne ne s'est mis un sou dans la poche, évidemment. Ce qui se passe dans la campagne présidentielle et ce qui s'est passé en Poitou-Charentes, n'a rien à voir, ne le mettons pas sur le même registre. » Une manière d'écarter pour son compte l'argumentaire pénal mis en avant par LR ou l'UDI, dont la plainte déposée, dès le mois de février à l'encontre de l'ancien Directeur financier de l'ex région, a récemment entraîné l'ouverture d'une enquête préliminaire à Poitiers.

En outre, loin de tout règlement de compte, Jean-François Macaire a tenu pour sa part à mettre en avant qu'« il y a eu un certain nombre d'avancées et des réussites en Poitou-Charentes. Aussi, je demande qu'on reconnaisse les acquis de l'ancienne région dans le domaine environnemental, de l'aménagement du territoire, de l'emploi, de l'éducation... Des choses intéressantes ont été faites par Jean-Pierre Raffarin et Ségolène Royal » a-t-il plaidé devant un amphithéâtre à moitié vide.

Une agitation qui a, par la suite, entraîné une interruption de séance permettant aux Présidents de groupes et au Président du Conseil régional de s'entendre pour ne plus évoquer la campagne présidentielle afin d'assurer une certaine quiétude lors du reste de la journée.

Une quiétude que le dossier suivant a permis de retrouver tout à fait; l'assemblée votant à l'unanimité, le soutien à la candidature de la Fédération Française de Rugby pour l'organisation de la coupe du monde...



Solène Méric

Credit Photo : Aqi.fr
Publié sur aqi.fr le 10/04/2017
[Url de cet article](#)